



Conseil économique et social

Distr. générale
3 décembre 2010
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-cinquième session

22 février-4 mars 2011

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée «Les femmes en l'an 2000: égalité des sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle»: réalisation des objectifs stratégiques et mesures à prendre dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives

Communication présentée par le National Council of Women of the United States, le Conseil international des femmes, Soroptimist International, Maryknoll Sisters Of St. Dominic, la National Association of Negro Business and Professional Women's Clubs, la Fédération mondiale des organisations de femmes ukrainiennes, la Medical Women's International Association, l'International Health Awareness Network, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la communication ci-après, qui est distribuée en application des paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.6/2011/1.



Communication

Nous, le National Council of Women of the United States, le Conseil international des femmes, Soroptimist International, Maryknoll Sisters Of St. Dominic, la National Association of Negro Business and Professional Women's Clubs, la Fédération mondiale des organisations de femmes ukrainiennes, la Medical Women's International Association, l'International Health Awareness Network, ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, sommes engagés à promouvoir le thème de cette année de la Commission de la condition de la femme: «Accès et participation des femmes et des filles à l'éducation, la formation, la science et la technologie, notamment pour la promotion d'un accès égalitaire pour les femmes au plein emploi et à un travail décent».

La Plate-forme d'action de Beijing a mis en lumière une liste de questions propres à la vie des femmes et placé ces dernières en tête de l'ordre du jour des politiques publiques. L'un des problèmes les plus cruciaux est celui de l'éducation des femmes et des jeunes filles, avec pour corollaire l'égalité des chances offertes aux femmes et leur préparation précoce à l'entrée dans différentes filières universitaires et professionnelles, notamment technologiques et scientifiques.

Au plan mondial, l'écart entre les sexes reste immense, en particulier dans les milieux technologiques et scientifiques où les femmes ne représentent qu'une toute petite minorité. L'inégalité d'accès aux programmes technologiques et scientifiques dès le plus jeune âge crée un désavantage persistant. Rares sont les mesures visant à susciter l'intérêt des filles pour la science et la technologie; les recherches ont montré que les enseignants, tant masculins que féminins, dissuadent souvent, consciemment ou non, les jeunes filles de choisir ces filières. Pourtant, ces secteurs comptent parmi ceux qui connaîtront la plus forte croissance sur le marché de l'emploi dans un avenir prévisible.

Nous, en tant que femmes, devons nous tourner vers les technologies susceptibles de façonner un avenir durable. Nous devons tendre vers des technologies à émissions proches de zéro voire nulles tout en produisant suffisamment d'énergie pour répondre aux besoins d'une population mondiale croissante. Les femmes doivent avoir les mêmes chances que les hommes de poursuivre ces objectifs. Nous invitons instamment tous les gouvernements à promouvoir le développement de la science et de la technologie et à garantir l'égalité des chances des femmes et des filles de participer et d'exceller dans ces domaines. Les téléphones cellulaires en sont un parfait exemple: ils sont d'utilisation courante partout, même dans les régions les plus reculées d'Afrique et peuvent fonctionner avec une manivelle en l'absence de source d'électricité viable. Ayant désormais accès à cette technologie, dans bon nombre de zones rurales des pays en développement, les femmes sont en mesure de communiquer et de fixer les cours du marché, puis de vendre leurs récoltes au meilleur prix. Selon le magazine «The Economist», cette technologie joue un rôle déterminant dans la future sécurité économique des femmes issues du monde rural.

Tous les enfants devraient expérimenter ces domaines dès le plus jeune âge, mais comme les garçons et les hommes sont plus nombreux à l'être, les jeunes filles et les femmes sont largement défavorisées et l'écart continue de se creuser avec l'âge.

Les femmes qui ont suivi un enseignement en science et en technologie peuvent apporter leur contribution à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en se consacrant à la recherche ou en poursuivant leurs études dans ces domaines. Les établissements d'enseignement doivent encourager au plus tôt les femmes à y participer en mettant en avant les avantages et la viabilité de ces filières professionnelles.

Pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, nous invitons l'ensemble des gouvernements à donner la priorité à l'éducation des femmes rurales et des citadines en situation de pauvreté.
